



# Rémunérations et pouvoir d'achat : **L'URGENCE !**

**Lors de la dernière négociation salariale en juillet 2023, nous avons tout de même obtenu :**

- Une hausse du point d'indice de 1,5% et rehaussement des grilles B et C
- Une augmentation de la prise en charge du forfait domicile/travail de 50 à 75% du coût
- La reconduction de la GIPA (Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat)
- La revalorisation du paiement des jours CET (Compte Epargne Temps)
- Une prime pouvoir d'achat pour les agents les plus faiblement rémunérés
- La revalorisation des frais de missions
- L'augmentation de 5 pts d'indice au 1<sup>er</sup> janvier 2024 soit 25 euros/ mois.

**Mais ces mesures décidées en juillet restent insuffisantes pour compenser la perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires avec une inflation de 5% en général et 21% sur l'alimentaire !**

Au niveau de nos ministères, rien n'est venue compenser, de façon globale, cette perte subie par les agents et cadres du ministère. Pourtant des marges existent et des décisions ministérielles peuvent être prises comme cela existe dans d'autres ministères.

## **La fédération UNSA Finances revendique dès maintenant :**

- **L'ouverture d'une négociation** sur les rémunérations dès novembre pour des mesures à mettre en œuvre en 2024,
- **Une hausse de 15 points d'indice** pour tous les agents au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et non de 5 points comme prévu,
- **Augmentation de la NBI,**
- **Création d'une prime collective** ministérielle annuelle pour tous et toutes de **500 euros net,**
- **Revalorisation** de l'indemnitaire ministériel notamment **l'ACF,**
- **Une participation financière** supplémentaire de nos ministères pour la future PSC (protection Sociale Complémentaire / mutuelle).

## Pour lutter contre la perte de pouvoir d'achat, nous revendiquons également :

- **La revalorisation de l'indemnité journalière de télétravail** et déplafonnement des jours de TT avec un alignement sur l'existant dans le privé
- **La revalorisation du titre restaurant à 8 euros** au lieu de 6 euros actuellement
- **La défiscalisation des jours CET payés** et augmentation du contingent maximal du CET pour passer de 60 à 90 jours.
- **Un moratoire pour stabiliser les prix de la restauration collective** pour les trois prochaines années.
- **L'Ouverture d'une concertation sur les transports et repas** des agents qui ont des horaires atypiques.
- **Une prise en compte des frais de transport en commun domicile-travail** à hauteur de 100% au lieu de 75% comme actuellement : c'est juste et écologique.
- **L'alignement du forfait mobilité durable** sur le régime du privé soit un **maximum de 500€** au lieu de 200 €,



## L'UNSA s'est engagée dans cette démarche de revendications à tous les niveaux :

- **22 septembre** : rencontre avec **Stanislas Guérini** et remise des revendications de pouvoir d'achat des fonctionnaires,
- **Début octobre** : rencontre avec le ministre **Thomas Cazenave** et remise des revendications ministérielles de pouvoir d'achat,
- **Participation active à tous les groupes de travail** et négociations ministériels et directionnels,
- **13 octobre** : participation à la journée d'action européenne pour la hausse du pouvoir d'achat et contre l'austérité.

**Pour vos rémunérations et votre pouvoir d'achat, l'UNSA se bouge et vous défend !**



Retrouvez nos informations et le détail des mesures salariales sur notre site internet sur le site de l'UNSA Finances :  
<https://www.unsafinances.org/>

**Vous avez une question, GIPA, Carrières, PSC, CET, Retraite, Action Sociale...**  
Contactez-nous sur : [finances@unsa.org](mailto:finances@unsa.org)

